

# CONTRIBUTION AU DÉBAT DE L'UNION DES ANARCHO-SYNDICALISTES...

Partout en Europe et dans le monde le capitalisme est en crise. Crise fatale? Crise ultime? Les peuples du monde entier subissent la dictature du capitalisme financier, de ce système qui, pour survivre à ses propres contradictions, est prêt à sacrifier la classe ouvrière et au-delà, les bases mêmes de la civilisation. Partout, s'imposent les mêmes mesures imposées par le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne: politique de rigueur, coupes sombres dans les budgets sociaux, privatisations, licenciements...

Mais ne devons-nous pas aller au-delà de la juste dénonciation de cette sinistre troïka? Ne sommes-nous pas amenés à constater la compromission d'une partie de la bureaucratie syndicale? Effectivement, un certain nombre d'apparatchiks tentent de faire avaler à la classe ouvrière la potion amère de l'union sacrée. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Les militants ouvriers de toutes tendances qui demeurent attachés à l'indépendance syndicale doivent condamner clairement le «*syndicalisme rassemblé*», «*le mythe fasciste de l'unité*» qui prend aujourd'hui, en France, différentes formes: «*intersyndicale institutionnalisée*», loi scélérate sur la représentativité syndicale...

Mais cette offensive contre l'indépendance de la classe ouvrière, contre la lutte des classes, prend toute son ampleur au niveau européen. Au mois de décembre, est paru dans la presse européenne un article cosigné par huit dirigeants «*syndicaux*» (les guillemets prennent ici tout leur sens), tous membres de la Confédération européenne des syndicats (CES): Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire général de CCOO (Espagne), Candido Mendez, secrétaire général de l'UGT (Espagne), Michael Sommer, président du DGB (Allemagne), Susanna Camusso, secrétaire générale de la CGIL (Italie), Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT (France), François Chérèque, secrétaire général de la CFDT (France), Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB (Belgique), Claude Rolin, secrétaire général de la CSC (Belgique).

Les signataires expliquent, notamment, comment la Confédération européenne des syndicats (CES) doit jouer pleinement son rôle de subsidiaire et participer à la gouvernance de l'économie capitaliste en crise:

*«En s'appuyant sur les décisions du dernier congrès de la Confédération européenne des syndicats (Athènes, mai 2011), nous pensons qu'aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une nouvelle politique monétaire, économique et sociale, dans le cadre d'une gouvernance économique forte de la zone euro (...).»*

A ceux qui pourraient s'étonner d'une telle négation de la lutte des classes par des individus se réclamant du syndicalisme, les choses sont dites clairement, sans fard et toute honte bue:

*«Le mouvement syndical européen ne défend pas une position partisane: nous cherchons à défendre l'intérêt général et à contribuer à la recherche de solutions à la très grave crise politique de l'Union européenne (...). Il faut établir un nouveau contrat social et économique avec la participation active des partenaires sociaux.»*

Incontestablement, ce texte est d'inspiration corporatiste, il s'inscrit dans la continuité des expériences fascistes de sinistre mémoire. Ce n'est ni plus ni moins que la «*Charte du travail pétainiste*» à l'échelle européenne qui nous est vendue là. Si nous voulons lutter contre cette société totalitaire qu'on nous prépare, il ne suffit plus de dénoncer la troïka, Fonds monétaire international, Banque mondiale, Union européenne, il faut y ajouter la CES. Il n'est plus possible de tergiverser, cette officine corporatiste n'a même plus la pudeur, ou la prudence, de cacher son jeu. Oui, la lutte des classes est plus que jamais d'actualité et la classe ouvrière a besoin d'un syndicalisme libre et indépendant.

Pour nous, anarcho-syndicalistes, il est clair que le syndicalisme libre et indépendant dont la classe ouvrière internationale a plus que jamais besoin doit impérativement rompre avec la Confédération européenne des syndicats qui n'est rien d'autre que le cheval de Troie de la Commission européenne au sein du mouvement ouvrier.

Pour notre part, nous sommes tout disposés à débattre avec l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier authentique. Mais il faut que ce soit un débat libre et sans tabou, où chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. Il nous semble par ailleurs que le cadre légitime d'un tel débat devrait être l'Entente internationale des travailleurs. La lutte des classes est dans une phase cruciale: «*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*» «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes!*».